

# l'Opinion

VENDREDI 29 ET SAMEDI 30 MAI 2015 N°  
509 - 1,70 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

## Tribune libre

Yves Delafon

### Libérons l'entrepreneur!

AVANT D'ÉVOQUER la libération de l'entreprise, concept généraliste qui entretient une confusion pernicieuse entre PME et multinationales, il est souhaitable de s'intéresser à celui qui en est la source exclusive : l'entrepreneur.

Il n'y a ni entreprise, ni emploi en l'absence de cet individu qui a le courage de ses rêves, la compréhension positive de ses risques, et qui refuse le convenu pour innover. Sa promotion, comme celles des valeurs qui le caractérisent, sont des impératifs d'ordre public, indispensables à l'économie comme à la nation et à la vie.

Notre culture judéo-chrétienne, donc notre histoire, ont insidieusement stigmatisé le travail associé au profit. En dehors de brefs épisodes de reconnaissance, dont le célèbre « Enrichissez-vous ! » de Guizot, l'entrepreneuriat a toujours été le parent inévitable mais caché d'une élite intellectuelle, gênée par son courage, son réalisme et son pragmatisme.

Notre pays reste marqué par le système monarchique. En forçant le trait, notre classe politique, une fois l'élan révolutionnaire retombé, a pris les habitudes, la pompe et l'arrogance d'une « noblesse républicaine » dont l'auto-protection, précédemment par voie héréditaire, est assurée à la fois par la passivité coupable du citoyen et par un statut de l'élite étouffant et contre nature.

Il est temps de constater que « le Roi est nu ! ». Que la notion de « classe politique » est une escroquerie intellectuelle à redéfinir. Que la loi seule ne peut créer ni richesses, ni emplois, mais seulement les favoriser. Que sans production, il ne peut y avoir de distribution. Que les avantages acquis ne sont que des chèques sans provision en l'absence de ressources adéquates pour les financer. Que l'entrepreneur est la source unique de la croissance, sans laquelle nous aurons le chaos.

Il est temps, sans complexe ni angélisme partisan, de libérer l'entrepreneur.

Cela passe avant tout par la reconnaissance affirmée de son rôle fondateur, non seulement en matière industrielle et commerciale, mais aussi culturelle, sportive, sociale...

Cette reconnaissance doit entraîner un allègement immédiat des abus idéologiques et réglementaires, freins à son épanouissement. Ce qui est qualifié de « politique de l'emploi » est en fait une politique (nécessaire) de gestion sociale du chômage. Ceux que l'on appelle « partenaires sociaux », outre leur absence abyssale de représentativité, ne sont ni partenaires, ni sociaux.

Le statut de la fonction publique, en dehors des départements régaliens (justice, police et défense), n'est autre qu'une partition inique des citoyens, initiée en 1946 par Maurice Thorez, premier secrétaire stalinien du PCF. Le mille-feuille du Code du travail, auquel échappe la fonction publique, est devenu une addition législative et réglementaire incontrôlée, enfant incestueux de l'irréalisme, de l'incompétence et de la passivité coupable du législateur face aux corporatismes.

Plutôt que sur des références historiques aux teintes fanées, reconstruisons notre vision du monde sur la confiance, l'optimisme et le réalisme d'une époque dont les opportunités dépassent largement le danger.

C'est à ces conditions que nous retrouverons l'équilibre de notre République, entre la liberté indispensable de l'individu et l'équité nécessaire, dont l'affirmation est garantie par la loi qui en limite les excès naturels.

Yves Delafon est président de DFA SA, administrateur du groupe Banque pour le Commerce et l'Industrie SA.